

*l'Anti*capitaliste

n°802 | 28 mai 2026 | 2 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

AUTORITAIRE, ANTISOCIALE, ÉCOCIDAIRE

NON



À LA MARCHÉ
À LA GUERRE!

ZOOM

Bolivie. «Jusqu'à la démission»

Page 3

INTERNATIONAL

Liban. Les cessez-le-feu meurtriers d'Israël

Page 4

ARGUMENTS

Lafarge bétonne à plein cube

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Danièle Lochak du GISTI sur décret de 1976 sur le regroupement familial

Page 8

Édito

Canicule: silence, on cuit!

Par FRANK PROUHET

La canicule qui s'abat sur la France a des airs de carte postale joyeuse à la télévision: des plages bondées, des glaces en terrasse. Instagram, c'est toujours mieux avec un rayon de soleil, non? Plus sexy que les urgences saturées par l'afflux de personnes âgées ou les salariéEs raciséEs du BTP qui souffrent sous le soleil. Plus glamour que les 47 690 personnes mortes de la chaleur en Europe en 2023, selon *Nature*, un chiffre qui pourrait tripler d'ici la fin du siècle.

Depuis le premier rapport du GIEC en 1990, 1000 milliards de tonnes de CO₂ ont été émises! Le capitalisme extractiviste ne connaît pas de frein, son seul amour c'est le profit. Alors les canicules sont plus fréquentes, plus longues et plus intenses. Au rythme actuel, elles seront multipliées par 10 d'ici la fin du siècle. Méga-feux, sécheresses prolongées et inondations extrêmes s'enchaînent.

Le réchauffement détruit les écosystèmes, fragilise l'agriculture, l'accès à l'eau et la santé publique, et aggrave les inégalités. Il touche d'abord les populations les plus pauvres, les femmes, les raciséEs et les peuples autochtones. Certaines régions du globe deviennent inhabitables. Les catastrophes climatiques provoquent déjà chaque année davantage de déplacements que les conflits armés.

Le capital préfère criminaliser celles et ceux qui alertent sur le climat. Derrière chaque degré en plus, il y a la violence d'un tir de grenade tendu à Sainte-Soline qui fracasse le crâne de «l'éco-terroriste» Serge Duteuil-Graziani, il y a Trump qui claque la porte de l'accord de Paris, en pyromane qui préfère les explosions sur l'Iran à la lutte contre le réchauffement climatique, il y a le procès de Lafarge à Rouen, les 1^{er} et 2 juin, contre les militantEs qui occupaient pacifiquement son site de Val-de-Reuil pour dénoncer une multinationale qui engloutit le monde sous le béton.

La planète brûle, et nous, on se soulève!

Bien dit

Mon corps a été le témoin de ce que vivent les hommes et les femmes de Palestine

Notre camarade LAETITIA témoigne des violences subies par les militantEs de la flottille pour Gaza après leur arrestation par les autorités israéliennes: «J'ai subi des violences, des violences sexistes, des tortures, des humiliations. On nous a privéEs de sommeil, d'eau, d'alimentation, de soins. J'ai eu très peur.»

À la Une

Contre la marche à la guerre, autoritaire, antisociale et écocidaire

Le 19 mai, l'Assemblée a adopté une loi de modification de la programmation militaire 2024-2030 pour y ajouter 36 milliards d'euros et des mesures liberticides. À Genève, les 13 et 14 juin, mobilisons-nous contre cette marche à la guerre, autoritaire, antisociale et écocidaire.

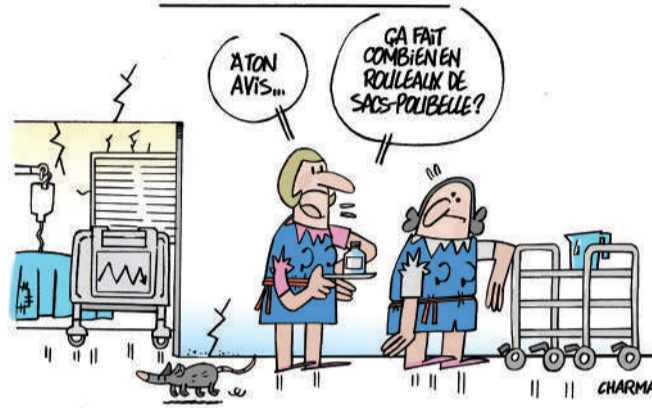
La précédente loi de programmation militaire (LPM) pour 2019-2025 prévoyait 295 milliards d'euros de dépenses. Celle de 2024-2030 est passée à 436 milliards, soit une augmentation de 41%! Les députéEs du camp gouvernemental viennent de lui ajouter 36 milliards avec le soutien du Rassemblement national et du Parti socialiste. SeulEs les députéEs insoumisEs et écologistes ont voté contre.

De l'argent, il y en a pour la guerre et les profits

Le gouvernement prévoit 4 milliards d'économies sur les dépenses de l'État et 2 milliards sur celles de la Sécurité sociale. Or, nos services publics sont déjà à l'agonie, en particulier la santé. Les organisations syndicales réclament plusieurs centaines de milliers d'embauches à l'hôpital, dans les EHPAD, dans l'Éducation nationale ou la petite enfance...

Mais quand il s'agit de dépenses militaires, le gouvernement trouve des milliards sans difficultés. En 2030, le budget de la défense sera porté à 76,3 milliards, soit 2,5% du PIB. Cette augmentation est fléchée sur les munitions et les drones. Les commandes vont en premier lieu bénéficier aux grands groupes industriels de l'armement comme Dassault ou Thales. Mais des entreprises comme Renault se positionnent aussi en passant de la production de voitures à celle de drones. D'autres vont également profiter du développement de cette industrie de guerre dans le domaine des hautes technologies, par exemple.

36 MILLIARDS D'EUROS DE RALLONGE POUR LE BUDGET DES ARMÉES



Silence, on tue

Le gouvernement a profité de cette loi pour glisser plusieurs mesures liberticides. La création d'un «état d'alerte de sécurité nationale» va permettre de s'affranchir de l'accord du Parlement pendant deux mois pour déroger à des normes environnementales ou d'urbanisme.

Il en profite aussi pour convertir la «Journée défense et citoyenneté» en «journée de mobilisation»,

c'est-à-dire en journée d'embrigadement de la jeunesse sur fond de patriotisme et de militarisme. Enfin, le texte prévoit d'élargir le recours à des algorithmes pour analyser les connexions internet au prétexte de «la défense nationale» ou de la lutte contre «la criminalité organisée». Dans un contexte de fascisation, une telle mesure a de quoi inquiéter toutes celles qui contestent l'ordre établi.

Répondre à l'urgence sociale et écologique

Le développement de l'industrie de guerre conduit nécessairement à l'extension de la guerre puisque, une fois les armes produites, il faut qu'elles soient vendues à des pays qui vont les utiliser. On le constate avec le génocide à Gaza, l'extension de la guerre au Liban et en Iran, les conflits en RDC ou au Yémen, les menaces des États-Unis sur le Venezuela...

En plus de drames humanitaires, la guerre a des conséquences écologiques en raison de l'usage direct des armes, mais aussi du développement d'industries extrêmement polluantes, comme celles des fluides produits par Arkema pour les missiles ou le nucléaire. Même sans inclure l'utilisation des armes, le fonctionnement de l'industrie militaire est responsable de 5,5% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, soit plus que l'aviation et la marine commerciale réunies.

Au lieu de donner des milliards à l'industrie de la mort, l'urgence est de stopper les guerres, d'investir pour mettre un coup d'arrêt au réchauffement climatique et de reconverter les emplois de ces industries pour entamer une transformation sociale et écologique.

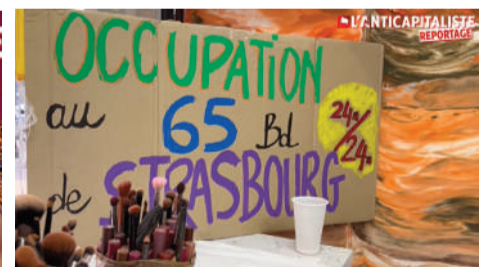
Elsa Collonges

Toustes au contre-sommet du G7!

Mi-juin, les sept plus grandes puissances du monde se réunissent à Évian pour se partager les richesses du monde et s'accorder sur leurs politiques guerrières et de destruction de la planète. Les 13 et 14 juin se tiendra à Genève un contre-sommet pour protester contre le G7 et son monde. Le samedi auront lieu des débats pour analyser la situation et organiser nos résistances. Le dimanche, qui est aussi la journée de la grève féministe en Suisse, nous manifesterons même si Macron, le G7 et les autorités suisses ne le veulent pas!



Après 78 jours de grève et d'occupation, les coiffeuses du boulevard de Strasbourg à Paris ont obtenu une victoire importante. ExploitéEs durant des années dans des conditions indignes, iels commencent à recevoir des titres de séjour couvrant toute la durée de la procédure judiciaire. La qualification de traite des êtres humains pourrait désormais être retenue contre leurs employeurs. La solidarité doit se poursuivre jusqu'à leur régularisation définitive et le respect de leurs droits.



BOLIVIE « Jusqu'à la démission »

En Bolivie, les mobilisations contre l'austérité et une réforme agraire favorable à la concentration des terres fragilisent le gouvernement de Rodrigo Paz et sa politique néolibérale.

Les mobilisations actuelles en Bolivie mêlent grève illimitée, manifestations, barrages routiers et affrontements avec les forces de répression. Elles prolongent le mouvement de décembre 2025 contre la politique néolibérale du gouvernement de droite de Rodrigo Paz et un plan d'austérité faisant payer la crise aux classes populaires. Organisé autour de la COB (Centrale ouvrière bolivienne), le mouvement avait alors fait reculer le gouvernement, avec un rôle central des militantEs de base et du mouvement paysan et indigène.

Paysans et indigènes contre la réforme agraire

2026 ouvre un nouveau chapitre de la lutte des classes contre le gouvernement de Paz et ses politiques d'austérité. En avril, une loi a facilité la mise sur le marché des petites propriétés agricoles. Les communautés paysannes et indigènes dénoncent une réforme agraire régressive favorisant la concentration des terres et le retour du latifundium au profit des secteurs les plus puissants économiquement. Elles soulignent aussi n'avoir fait l'objet d'aucune consultation, ce qui implique une remise en cause de l'organisation communautaire garantie par la Constitution plurinationale de 2009. Depuis le nord de La Paz, de Beni et de Pando, des marches ont convergé vers La Paz pour exiger l'abrogation de la loi. Pendant 28 jours,

la mobilisation a gagné le soutien d'organisations paysannes et autochtones d'autres régions du pays. Si le gouvernement a fini par évoquer l'abrogation de la loi après l'arrivée de la marche à La Paz le 1^{er} mai, il cherchait surtout à gagner du temps pour atteindre les mêmes objectifs par d'autres moyens. Face à cette manœuvre, le mouvement paysan a radicalisé la mobilisation en lançant des blocages routiers.

Grève syndicale contre l'inflation et l'austérité

Dans le même temps, l'inflation et le durcissement des politiques d'austérité — fin des subventions sur les carburants et privatisations — ont aggravé le conflit entre la COB et le gouvernement. Le 1^{er} mai, la COB a lancé une grève illimitée qui dure depuis plus de 20 jours et s'est traduite par 70 barrages routiers, principalement autour de La Paz. Les revendications portent notamment sur la défense des conventions collectives, des investissements pour les communautés indigènes, le contrôle des devises, l'arrêt des privatisations ainsi que de la défense de la santé et de l'éducation. Par ailleurs, la pénurie de carburant et un scandale autour de carburants frelatés ont poussé les transporteurs, principalement ceux de La Paz et d'El Alto, à rejoindre la grève, ainsi que les enseignantEs des zones urbaines et rurales et une partie du personnel de santé.

Répression et crise du pouvoir

Rodrigo Paz a intensifié la répression avec le soutien des gouvernements de droite et d'extrême droite de la région. L'ancien président « Tuto » Quiroga a ainsi réclamé un durcissement répressif, accusant les manifestantEs de commettre des « crimes contre l'humanité ». À l'inverse, Evo Morales, réfugié dans la région du Chapare, a soutenu le mouvement et dénoncé l'envoi de « matériel anti-émeute » depuis l'Argentine. La revendication de la « démission immédiate du président » est devenue le principal mot d'ordre du mouvement, sans pour autant faire consensus dans toute la société. Ces derniers jours, les principales organisations du pays se sont mobilisées à El Alto et à La Paz malgré la répression. Depuis le début du conflit, celle-ci a fait des dizaines de blesséEs et s'est accompagnée d'une persécution politique contre plusieurs dirigeantEs, comme le secrétaire général de la COB, Mario Argollo, accusé d'incitation au terrorisme et désormais contraint à la clandestinité. On évoque même cinq morts.

Aujourd'hui, 56 barrages routiers restent en place dans 7 départements et la grève illimitée se poursuit. Reste à voir si la rébellion parviendra à s'étendre à l'échelle nationale et à s'unifier autour de revendications communes. Le président Rodrigo Paz apparaît de plus en plus affaibli et, même sans démissionner, son gouvernement dispose de marges de manœuvre toujours plus réduites.

Javier Rojas, historien et militant du mouvement social et politique Marabunta (Argentine)

PALESTINE Israël maltraite les militantEs de la Flottille et torture les prisonnierEs palestinienNEs

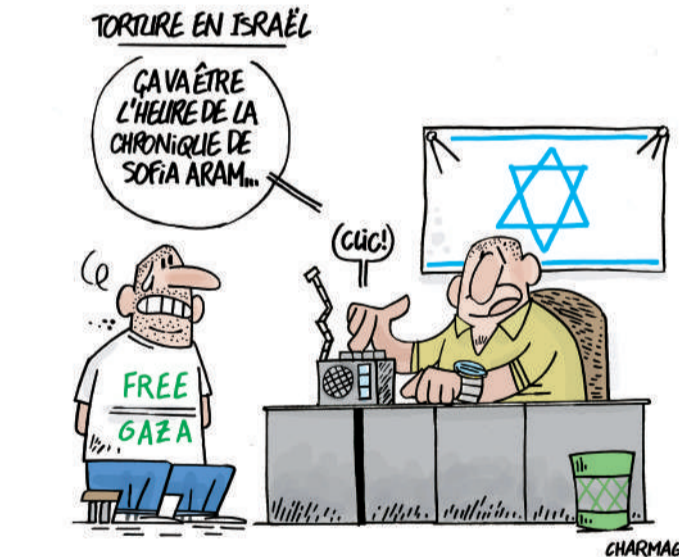
Après l'interception violente de la flottille pour Gaza par l'armée israélienne, les militantEs dénoncent des humiliations et des violences — un aperçu des tortures et violences sexuelles subies par les prisonnierEs palestinienNEs dans les prisons israéliennes, documentées de longue date.

Plus de 430 militantEs issus des 50 bateaux partis pour briser le blocus de Gaza ont été enlevéEs par l'armée d'occupation israélienne entre le lundi 18 et le mardi 19 mai, dans les eaux internationales au large de Chypre, jusqu'à 500 km des côtes de Gaza pour les embarcations les plus éloignées et à une centaine de kilomètres pour les plus proches.

La Turquie, l'Espagne, la Jordanie, le Pakistan, le Bangladesh, le Brésil, l'Indonésie, la Colombie, la Libye, les Maldives et même l'Italie de Meloni ont dénoncé ces enlèvements comme des « violations flagrantes du droit international et du droit international humanitaire ».

Violences contre les militantEs de la flottille

Mercredi 20 mai, Ben Gvir, le ministre israélien de la Sécurité nationale, a publié une vidéo de militantEs de la flottille agenouilléEs et les mains liées, après leur placement en détention dans le sud d'Israël, au port d'Ashdod. Des violences constituant une atteinte à la dignité humaine. « Bienvenue en Israël, nous sommes chez nous », dit le ministre sur ces images publiées sur X, avec l'hymne national israélien en fond sonore. Un militant y est montré plié en deux et violemment poussé par un garde en uniforme, sa main lui main-



tenant la tête vers le bas, avant d'être traîné au sol. D'autres prisonnierEs subissent également des violences, contraintEs à se déplacer le dos courbé, les mains liées et la tête maintenue vers le sol.

Sur d'autres images de propagande, Ben Gvir, un grand drapeau israélien à la main, pointe fièrement du doigt les militantEs ligotéEs en leur lançant : « Ah ils faisaient bien les fiers, regardez-les maintenant, ils sont où les héros ? » Puis il s'adresse à Benyamin Nétanyahou : « Donne-les-nous, donne-les-moi, qu'on garde ces terroristes en prison pendant très longtemps. »

Toutes les militantEs kidnappéEs ont été libéréEs en fin de semaine dernière, mais toutes ont fait état d'humiliations ainsi

que de violences physiques et sexuelles — ce que confirment également nos deux camarades du NPA-l'Anticapitaliste, Laetitia et Macéo, embarquéEs dans cette flottille. Ce n'est qu'un aperçu de la violence exercée contre le peuple palestinien, en particulier contre les prisonnierEs qui subissent quotidiennement la torture et des violences sexuelles.

Torture des prisonnierEs palestinienNEs

La veille de cette intervention de Ben Gvir, une rapporteuse spéciale de l'ONU, Alice Jill Edwards, a dénoncé le fait que les prisonnierEs palestinienNEs subissent des tortures, des violences sexuelles et d'autres mauvais traitements. Elle dit avoir recueilli des informations

sur 52 cas de torture sous différentes formes, ainsi que 33 cas de torture sexuelle et d'autres violences à caractère sexuel. Parmi les cas rapportés figurent « des passages à tabac, des positions de stress, des moyens de contention excessifs, des électrocutions, la privation de sommeil, la malnutrition et la famine, une détention prolongée au secret », ainsi que des conditions de détention jugées « inhumaines et dégradantes ».

Dans une communication adressée aux autorités israéliennes, elle a relevé que, sur les 1680 plaintes déposées contre les services de renseignement israéliens, aucune n'avait abouti à une mise en accusation. Pour rappel, selon Addameer, près de 9400 PalestinienNEs sont détenuEs en Israël, dont 2200 en détention administrative. Nous devons exiger de nos États complices qu'ils cessent de vendre des armes à Israël et imposent des sanctions à cet État colonial et d'apartheid. La France a interdit de séjour Ben Gvir en « représailles », tout en condamnant « l'inutilité des flottilles » (Jean-Noël Barrot). Que les autorités françaises aient été contraintes de prendre cette mesure contre ce fasciste israélien prouve pourtant que les flottilles auront eu une utilité — contrairement à la diplomatie française.

An Gwesped

No comment

François-Xavier Bellamy votera « évidemment » RN au second tour en cas de duel avec La France insoumise

Le vice-président exécutif des Républicains confirme que l'union des droites progresse. « Je combattrai LFI par tous les moyens » ajoute-t-il, « le plus grand danger pour la vie démocratique de notre pays aujourd'hui, c'est La France insoumise ». L'antifascisme est bel et bien une urgence.

Agenda

Jeudi 28 mai, réunion publique du NPA « Antisémitisme, sortit de la confusion », Montpellier (34). À 18h30, à la Carmagnole, 10, rue de la Palissade.

Vendredi 29 mai, réunion publique « Comment faire face à la menace fasciste » avec Ludivine Bantigny, Bures-sur-Yvette (91). À 18h30, Foyer Geneviève-Nicklès, 69, rue Charles-de-Gaulle.

Samedi 30 mai, Cannaparade - Marche pour la légalisation du cannabis, Paris (75). À 14h, place de la République.

Samedi 30 mai, rassemblement contre les menaces de Bolloré dans la culture, Paris (75). À l'appel de la CGT, à 14h, devant l'Olympia.

Samedi 30 mai, montée au Mur des Fédérés, Paris (75). À 14h30, métro Place des Fêtes en direction du cimetière du Père-Lachaise.

Dimanche 31 mai, rassemblement pour le classement et la préservation des peintures murales du camp de concentration pour « nomades », Coudrecieux (72). À 14h, devant les grilles du château de Coudrecieux (72).

Lundi 1^{er} juin, meeting « Construire la résistance contre le G7 et son monde » avec Philippe Poutou, Genève (CH). À 19h30, à l'Université Ouvrière de Genève, 2 place des Grottes.

1-2 juin, rassemblement de soutien aux inculpéEs du procès « Lafarge-Val-de-Reuil », Rouen (76). À partir de 8h, devant le musée des Beaux-Arts, Esplanade Marcel-Duchamp (lire page 5).

Vendredi 5 juin, projection du documentaire de l'Anticapitaliste « Guerre en Ukraine : les combattants anti-autoritaires », Paris (75). À 19h, au Baranoux, 78 rue Compans dans le 19^e.

Samedi 6 juin, manifestation antifasciste en hommage à Clement Méric, Paris (75). Rendez-vous à 12h, place de la République.

Du 13 au 17 juin, mobilisation internationale contre le G7, Genève (Suisse). Avec une manifestation « Résistance globale contre le fascisme et l'impérialisme » le dimanche 14 juin.

Pour annoncer un événement : agenda@npa-lanticapitaliste.org

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@lanticapitaliste.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Olivier Lek Lafferrière

Graphisme :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21 Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

En bref

Éthiopie. Menace de guerre civile

Quatre ans après le début de la guerre entre le gouvernement fédéral d'Abiy Ahmed et le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), l'Éthiopie reste menacée par une nouvelle explosion du conflit. La guerre déclenchée en 2020 avait fait des centaines de milliers de morts et provoqué une catastrophe humanitaire majeure avant les accords de Pretoria signés en 2022. Mais les tensions n'ont jamais réellement disparu. Le TPLF accuse toujours les milices amhara d'occuper une partie du territoire tigréen et dénonce l'impossibilité pour de nombreux réfugiés de rentrer chez eux. De son côté, le gouvernement fédéral considère que les récentes initiatives de l'aile radicale du TPLF remettent en cause l'accord de paix.

La situation régionale complique encore davantage les choses. Les relations entre l'Éthiopie et l'Érythrée se sont de nouveau dégradées après les déclarations d'Abiy Ahmed revendiquant un accès à la mer. Dans ce contexte, d'anciens ennemis pourraient devenir alliés : le TPLF et les forces érythréennes se rapprochent désormais face au pouvoir fédéral. Même si une nouvelle guerre n'est pas certaine, le risque reste réel. Les difficultés économiques, les pénuries de carburant liées à la guerre en Iran et les rivalités régionales rendent cependant une offensive militaire plus compliquée. Le pouvoir pourrait privilégier un durcissement du blocus économique contre le Tigré. Dans tous les cas, les populations civiles restent les premières victimes de cette situation explosive.



◀ Lire l'article complet de Paul Martial sur notre site

États-Unis. Vers une intervention à Cuba ?

L'administration Trump a franchi une nouvelle étape dans son offensive contre le régime cubain en inculquant Raúl Castro pour meurtre. Les accusations portent sur l'affaire de 1996 durant laquelle deux avions de l'organisation anticastriste « Brothers to the Rescue » avaient été abattus par l'armée cubaine alors qu'ils approchaient de l'espace aérien de l'île. Washington tient aujourd'hui l'ancien dirigeant cubain, âgé de 94 ans, pour responsable de la mort des quatre personnes à bord.

Cette décision s'inscrit dans une longue politique d'hostilité des États-Unis contre Cuba : embargo économique, tentatives d'assassinat contre Fidel Castro, soutien à des opérations militaires ou pressions économiques visant à affaiblir le pays. Trump semble désormais vouloir accélérer une transition vers un régime ouvert aux investissements étrangers et aux intérêts des exilés cubains installés aux États-Unis.

Le président américain présente également comme un modèle son opération menée au Venezuela en janvier 2026 contre Nicolás Maduro. Certains secteurs de l'administration américaine envisageraient une évolution similaire à Cuba, même si le secrétaire d'État Marco Rubio semblerait privilégier une transition négociée. Dans un contexte de grave crise énergétique et économique à Cuba, la situation alimente les spéculations sur une possible intervention américaine. Mais les sondages montrent qu'une majorité de la population des États-Unis reste opposée à une intervention militaire directe.



◀ Lire l'article complet de Dan La Botz sur notre site

LIBAN Les cessez-le-feu meurtriers d'Israël

Depuis le 2 mars, les attaques israéliennes contre le Liban ont fait plus de 3 000 morts et 9 000 blessés. En ciblant tout le Sud du pays, elles ont provoqué le déplacement d'au moins 1,6 million de personnes, soit environ un cinquième de la population totale, désormais réfugiée.

Depuis le cessez-le-feu du 16 avril, prolongé la semaine dernière, les forces israéliennes ont continué à mener des frappes quasi quotidiennes contre le Liban, comme elles le faisaient déjà après le précédent cessez-le-feu d'octobre 2024.

Diaboliser le Hezbollah pour poursuivre la destruction

Le « conflit » actuel ayant démarré suite à l'agression contre l'Iran, les pourparlers sur la fin des hostilités entre les États-Unis et l'État perse incluent naturellement le Liban. Mais cela ne correspond pas aux objectifs d'Israël, et il ne s'agit pas seulement de la ligne défendue par Netanyahu. Benny Gantz, ancien ministre présenté comme une figure de l'opposition, a ainsi déclaré : « Il est absolument interdit d'accepter le cessez-le-feu au Liban dans le cadre d'un accord avec l'Iran. Il est impossible d'accepter une situation dans laquelle, alors même que la population libanaise commence à prendre conscience que le Hezbollah lui porte préjudice, l'État d'Israël lui permet de devenir le bouclier du Liban. »

Pour faire comprendre que le Hezbollah porte « préjudice » à la population libanaise, Israël a ciblé bien au-delà des positions militaires de l'organisation chiite et a commencé à détruire méthodiquement les villages



Un bâtiment détruit au sein de la localité d'Arzoun, dans la matinée du 26 mai 2026. ©PHOTO AMATEUR.

frontaliers, en rasant les habitations. Un rapport récent mentionne également l'usage de phosphore blanc qui, en plus de ses effets directs sur les populations, détruit les terres agricoles et les pollue durablement. Dans cette guerre, Israël a particulièrement ciblé les infrastructures médicales. La semaine dernière, 150 attaques contre le secteur de la santé ont tué 125 professionnels de santé et fait 273 blessés. 142 ambulances ont été prises pour cible, 32 centres médicaux détruits et 16 hôpitaux contraints de cesser leurs activités. Le secteur des

urgences au Liban ne s'effondre pas par accident : il est systématiquement démantelé. Même s'il a été relativement isolé au sein de la population libanaise en dehors de sa base populaire chiite, le Hezbollah et son appareil militaire demeurent de fait une force qui s'oppose à une annexion pure et simple du sud du Liban, malgré les défaites subies depuis août 2024.

Reconfiguration du conflit

Les services de renseignement militaires israéliens estiment que le Hezbollah s'est éloigné d'une structure centralisée de

commandement pour mener une guerre de guérilla. Organisé en petites cellules relativement autonomes, le groupe mène des attaques opportunistes contre les forces israéliennes en se déplaçant de village en village dans le sud du Liban.

Il se serait également inspiré de la résistance ukrainienne en renforçant fortement ses capacités en matière de drones : des appareils faciles à assembler relativement bon marché par rapport aux missiles à longue portée. L'utilisation de fibres optiques pour contourner les dispositifs de brouillage, déjà observée en Ukraine, est également documentée.

Selon les médias israéliens, les capacités du Hezbollah en matière de drones limiteraient de 80% les attaques israéliennes dans le sud du Liban. L'armée israélienne estime également que les drones lancés par le Hezbollah ont fortement restreint les mouvements de ses troupes au Liban et contribué à des pertes sur le terrain.

Pour faire face à cette situation, Israël a approuvé un financement d'urgence de 700 millions de dollars afin de déployer des radars fixes le long de sa frontière nord. Les systèmes anti-drones ne seraient distribués qu'à un nombre limité de soldats israéliens en raison de pénuries d'approvisionnement, et certaines opérations militaires ne seraient même plus menées de jour par crainte d'attaques de drones.

À la faveur de ce faux cessez-le-feu, Israël transforme de plus en plus son offensive en guerre d'occupation.

Édouard Soulier

ÉTAT ESPAGNOL Adelante Andalucía montre la voie

L'importante progression d'Adelante Andalucía aux élections andalouses tranche avec le recul général de la gauche de transformation dans l'État espagnol. Un résultat qui confirme qu'une politique ancrée dans les réalités sociales et populaires peut encore ouvrir des perspectives face à la droite et à l'extrême droite.

Les élections au Parlement de la Communauté autonome d'Andalousie risquaient de devenir le quatrième épisode d'un mauvais cycle électoral après les élections en Estrémadure, en Castille-León et en Aragon. Et effectivement, le tableau général le confirme : la droite du PP l'emporte, l'extrême droite se consolide, le PSOE stagne ou perd du terrain et, à sa gauche, la coalition Por Andalucía (Sumar, IU, Podemos) continue de payer le prix de sa politique — passée ou actuelle — de collaboration avec le Parti socialiste.

Une percée électorale

La seule véritable inconnue concernait le résultat d'Adelante Andalucía, parti andalou lancé par Anticapitalistas en 2022 après l'expérience infructueuse des candidatures de coalition avec Podemos et Izquierda Unida. Lors des élections de cette année-là, Adelante n'avait obtenu que 2 sièges et 168 000 voix, contre 5 sièges et 282 000 voix pour la coalition IU-Sumar (Por Andalucía). Et cette inconnue s'est résolue de manière très positive. Avec 8 sièges et 400 000 voix, Adelante Andalucía s'est imposé comme le fait marquant de ces élections, devançant même l'extrême droite à Cadix et à Séville.

Quelles explications ?

Quels ont été les facteurs clés de cette croissance spectaculaire en ces temps difficiles ?

Comme l'expliquent Jose Ignacio García (tête de liste) et Teresa Rodriguez (fondatrice de la coalition), trois éléments expliquent cette progression.

Elle repose d'abord sur une politique de défense intransigeante, mais concrète, au plus près des problèmes quotidiens, des intérêts des travailleurEs et des classes populaires, qu'il s'agisse du logement, de la santé ou de l'éducation.

Elle s'appuie également sur la revendication d'une identité andalouse populaire et d'une souveraineté populaire contre les élites, non soumise aux pouvoirs centraux de l'État, à leurs politiques néolibérales ou aux diktats des politicienEs de Madrid.

Enfin, Adelante Andalucía a mené un véritable travail de « fourmi », très proche des gens, en symbiose avec le caractère joyeux profondément ancré dans la culture andalouse.

Un succès qui ouvre de nouveaux défis

Ces trois éléments de campagne sont le fruit d'un travail de longue haleine et ont permis de « sortir du désespoir » (J. I. García) une partie de la population, notamment les jeunes, qui sans cela se serait abstenue ou aurait pu orienter sa frustration vers l'extrême droite.

Ce succès électoral montre qu'il existe une voie à gauche pour freiner l'avancée de la droite et de l'extrême droite.



Teresa Rodriguez, fondatrice d'Adelante Andalucía. WIKIMEDIA COMMONS

Adelante Andalucía est désormais confronté à de nouveaux défis : se consolider sur le plan organisationnel, mais aussi poursuivre son développement dans un esprit d'unité, de radicalité et d'affirmation andalouse, avec des initiatives capables de remettre en cause l'hégémonie actuelle de la droite en Andalousie. Le PP n'a d'ailleurs pas retrouvé la majorité absolue dont il disposait lors de la précédente législature et se voit contraint, malgré ses dénégations durant la campagne, de s'allier à l'extrême droite de Vox. Comme le résumait J. I. García : « ce n'est que le début ».

CorrespondantE

ÉCOLOGIE

LAFARGE BÉTONNE À PLEIN CUBE

Des ravages de l'industrie du béton à la criminalisation des luttes, ce dossier pointe un système capitaliste qui écrase tout pour les profits.

Dossier coordonné par la Commission nationale écologie

À Rouen, le béton en procès!

À Rouen, les 1^{er} et 2 juin, quatre militantEs écologistes repassent en procès après une action contre une centrale à béton Lafarge. Une affaire emblématique de la criminalisation des luttes écologistes.

Le 10 décembre 2023, une centaine de militantEs investissaient pendant une dizaine de minutes une centrale à béton Lafarge à Val-de-Reuil, au sud de Rouen. Cette action s'inscrivait dans une « Semaine contre le béton » initiée par les Soulèvements de la Terre pour dénoncer la bétonnisation et l'artificialisation des terres. La centrale devait notamment alimenter le chantier du pseudo-contournement Est de Rouen, un projet écocide et antisocial heureusement en passe d'être abandonné.

Les moyens de l'antiterrorisme

La répression contre cette action s'inscrit dans la ligne ultra-répressive choisie par l'État depuis la manifestation de Sainte-Soline en 2022, après laquelle Darmanin avait qualifié les manifestantEs d'« éco-terroristes ». La Sous-direction antiterroriste (SDAT) a ainsi été cosaisie de l'affaire. Le 17 avril suivant, ses agents interpellaient, parfois très violemment, 17 personnes, dont seules 9 ont finalement été jugéEs en première instance à Évreux en décembre 2024 pour « association de malfaitteurs », « séquestration » et « dégradations ». Cette mobilisation des moyens de l'antiterrorisme pour défendre les intérêts de Lafarge résonne singulièrement, alors que le groupe vient justement d'être condamné pour avoir financé à hauteur de 5 593 897 euros des groupes armés et des organisations terroristes en Syrie.



Une enquête bâclée

Au vu des nombreuses irrégularités de procédure, cinq des inculpéEs ont été relaxéEs. Les quatre autres ont fait appel et comparaitront devant la Cour d'appel de Rouen les 1^{er} et 2 juin prochains. Si leur condamnation était confirmée, iels devraient également répondre au civil des 276 000 € de dommages et intérêts réclamés par Lafarge.

Parmi elleux, deux militantEs du NPA-l'Anticapitaliste : Christine, institutrice à la retraite et ancienne conseillère municipale, figure militante très connue à ALENÇON, et Joël, militant écologiste et anticapitaliste de longue date.

Répression des luttes écologistes

Depuis 2008, la crise longue du capitalisme se traduit par une rivalité économique et géostratégique accrue entre les puissances impérialistes, au premier rang desquelles les États-Unis et la Chine. Cet affrontement porte principalement sur le contrôle des ressources naturelles, dans un contexte d'accélération de la crise climatique et de course sans fin au profit. Car il n'y a aucun doute : pour maintenir leurs profits, les capitalistes iront chercher jusqu'à la dernière goutte de pétrole ou d'eau. Ce contexte explique la répression qui vise spécifiquement les luttes écologistes, à l'échelle internationale, mais aussi en France, où des études ont pointé la criminalisation croissante des défenseurEs de l'environnement et les violences exercées par les forces de l'ordre lors des actions militantes.

Un front de résistance et de solidarité

Par ailleurs, la répression s'accroît sur l'ensemble du mouvement social : répression antisyndicale dans les entreprises, répression de collectifs antifascistes et répression particulièrement forte contre le mouvement de solidarité avec la Palestine.

Avec la perspective des élections présidentielles et la possibilité de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir, il est urgent de construire un front de résistance et de solidarité, ce qui passe aussi par l'expression de cette solidarité avec celles et ceux qui sont attaquéEs judiciairement. Comme en première instance à Évreux, une mobilisation unitaire est prévue : conférence de presse avant le début du procès, cantine, table ronde sur la répression des luttes écologistes, prises de parole, spectacle d'Audrey Vernon, musique. Le tout à proximité du tribunal, devant le musée des Beaux-Arts. Contre la répression, toutes et tous à Rouen, les 1^{er} et 2 juin!

Alex Bachman

Désarmer le béton

Le béton moderne a émergé au 19^e siècle avec l'invention du ciment. Depuis 1945, sa place est centrale dans le secteur de la construction. Associé à une urbanisation exponentielle, c'est le matériau le plus rentable dans une économie capitaliste axée sur le profit et au cœur des accointances politiques et des conflits d'intérêts.

Comme le montre le chantier de l'A69, où le groupe Pierre Fabre œuvre depuis des années pour imposer l'autoroute, le béton est au cœur des logiques productivistes et de nombreux grands projets inutiles. Obéissant au « toujours plus » de la croissance infinie, son usage massif repose sur une extraction colossale de ressources : d'après l'architecte Léa Hobson*, on extrait chaque année neuf fois plus de granulats que de pétrole (*Désarmer le béton - Ré-habiter la terre*, La Découverte, 2025). Le béton est aujourd'hui de plus en plus remis en cause pour ses effets néfastes.

Énergivore

Sa fabrication nécessite de grandes quantités d'énergie, souvent issues des énergies fossiles, et de l'eau potable, impactant les ressources locales disponibles pour l'agriculture et les besoins domestiques.

Extractiviste

En 30 ans, la demande de sable, ressource non renouvelable, a triplé. La surexploitation conduit à sa disparition dans de nombreux endroits du monde.

De plus, l'extraction du « bon sable », celui des bords de rivières et des littoraux, laisse place à des trous d'eau qui mitent les paysages. Le long de la Seine, riche en alluvions, Lafarge, Cemex et consorts creusent inlassablement, toujours et encore. Si la loi les oblige à reboucher (avec les gravats du Grand Paris entre autres), bien souvent les trous sont aménagés par les collectivités en plans d'eau touristiques et de loisirs. Les terres disparaissent, laissant place à une multitude de ballastières.

Altère la biodiversité

L'extraction du sable et des graviers dégrade les espaces naturels. La construction d'infrastructures en béton les fragmente, réduit les surfaces vertes et perturbe la faune et la flore. Des projets pharaoniques (le « Palm Island » à Dubaï ou le remblai de la raffinerie de Dangote Lekki au Nigéria, 30 millions de m³ de sable) montrent combien l'exploitation des ressources peut être monumentale et au détriment d'écosystèmes entiers.

Participe au réchauffement climatique

Le béton, c'est 8% des émissions mondiales de CO₂ et 30% de celles du secteur de la construction.

Pollutions et maladies

Production de poussières, de projections, éboulement des berges, bruit des engins et des camions, affaissement de terrain, pollution des eaux souterraines. Déclenchement de maladies professionnelles : silicose, gale du ciment, ainsi que les accidents sur les chantiers.

Entrave à la rénovation

L'abondance et le bas coût du béton ont ancré le réflexe de la construction neuve au détriment de la rénovation ou de la réhabilitation d'habitats existants.

Construire sans béton est-il possible?

D'après le site *Reporterre*, « dans 56 % des logements individuels en France, le béton peut être remplacé par d'autres matériaux ». Le collectif Les Bâtisseuses des terres réunit des architectes, des artisanEs, des chercheurEs et travaille sur les alternatives qui existent, permettant de réduire l'empreinte carbone, d'améliorer l'efficacité énergétique et de créer des environnements intérieurs sains : la terre crue (mélange de terre, de sable, de paille, d'eau), matériau qui ouvre



la porte aux femmes dans un secteur de la construction très masculinisé, réutilisable à l'infini et qui dure dans le temps ; le béton de chanvre (chanvre, chaux et eau) ; les ballots de paille. Ces alternatives ne génèrent pas de mégaprofits, et elles sont ignorées.

Dans la construction comme ailleurs, la reconversion des modes de production et des métiers est nécessaire. La bétonnisation à outrance, c'est non!

Sophie Ozanne

SAINT-OUEN Retour sur la polémique « Master Poulet »

L'installation de l'enseigne Master Poulet à Saint-Ouen a déclenché une polémique nationale mêlant dénonciation de la malbouffe, débats sur la gentrification des banlieues populaires et offensives racistes contre les commerces halal.

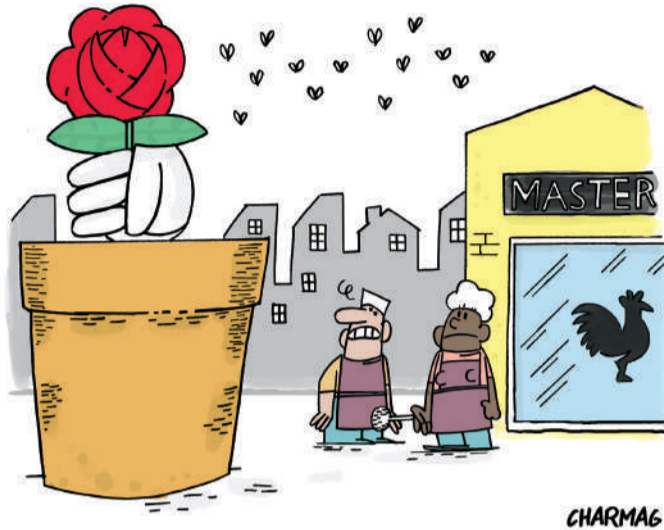
Derrière cette séquence médiatique se croisent de multiples questions. Elle joue aussi le rôle de révélateur de différentes orientations à gauche : une gauche libérale, raciste et gentrificatrice ; une gauche populaire qui essaie d'en prendre le contre-pied ; et une gauche anticapitaliste.

Gentrification

L'offensive du maire socialiste de Saint-Ouen contre Master Poulet relève pleinement d'une logique de gentrification. Derrière le discours sur la « malbouffe » ou les nuisances, il s'agit surtout pour Karim Bouamrane de transformer l'image de Saint-Ouen pour attirer des populations plus aisées, des commerces plus chers et des investissements immobiliers. Ce qui est visé, ce n'est pas seulement un fast-food, mais aussi les usages populaires de la ville, une clientèle jeune et souvent racisée, ainsi qu'une offre alimentaire adaptée aux contraintes économiques des classes populaires.

Le problème est d'autant plus évident que ces enseignes se développent précisément dans des quartiers où le pouvoir d'achat est faible et où une partie importante de la population cherche des repas rapides et peu coûteux. En dénonçant ces commerces sans remettre en cause les inégalités sociales qui expliquent leur succès, le maire oppose implicitement les goûts et pratiques des classes populaires à une vision plus bourgeoise et « respectable » de la ville. Derrière la défense du « bien manger », c'est aussi une bataille pour le contrôle social et culturel de l'espace urbain qui se joue.

LE MAIRE DE SAINT-OUEN FAIT INSTALLER DES POTS DE FLEURS QUI PUENT DEVANT MASTER POULET



Racisme

La dénonciation de la gentrification permet d'aborder en partie la question raciale, puisque l'objectif est bien d'expulser progressivement les classes populaires de ces « banlieues » hors des villes et de racialisier la clientèle de Master Poulet pour la rendre indésirable dans le centre-ville de Saint-Ouen. Mais derrière cette polémique, il y a une offensive raciste, et notamment islamophobe, qui se poursuit. Sur CNews, l'éditorialiste d'extrême droite Mathieu Bock-Côté dénonce un « grand remplacement » alimentaire. Il enchaînait de la sorte : « On est dans la continuité d'une histoire où finalement c'est une autre civilisation, un autre continent, un autre rapport au monde qui s'installe en France dans de plus en plus de quartiers. » Les fast-foods halal sont souvent la cible de l'extrême droite. Ces fast-foods viendraient, selon

eux, dans leur mythe raciste, remplacer les restaurants qui leur paraissent bien blancs, bien français (comprendre : du bon jambon, du saucisson et du vin...).

Le soutien de Bally Bagayoko à Master Poulet a aussi été critiqué, notamment dans une caricature négrophobe de *L'Opinion*, comme une solidarité raciale, en dénonçant un soi-disant communautarisme, qui ne serait ainsi pas légitime à défendre les classes populaires. Il n'y a rien de nouveau dans cela. Il y a quelques années, les kebabs étaient ciblés. Robert Ménard déclarait ainsi : « Quand il y a trop d'immigrés dans un pays, c'est trop d'immigrés. [...] Dans le domaine alimentaire, trop de kebabs, c'est trop. »

Il est donc nécessaire, en analysant cette séquence, de conjuguer une analyse antiraciste aux analyses de classe, écologiste et antisépéciste.

Marketing ciblé

Il ne nous faut pas non plus être naïfEs sur ces entreprises qui restent des chaînes de franchises capitalistes, qui, par leur communication, cherchent à faire le plus de profits et à récupérer l'argent des personnes musulmanes et plus largement racisées, tout en les exploitant à bas coût et dans des conditions déplorables. On sait que les conditions de travail sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement des fast-foods, notamment dans l'agroalimentaire, sont catastrophiques, avec l'exploitation notamment de personnes sans-papiers et racisées.

Et si l'enseigne communique sur le fait que sa viande est « 100 % halal » et sur ses prix bas, elle est bien silencieuse sur les conditions de production de ces poulets, issus d'élevages industriels dans des bâtiments fermés avec forte densité d'animaux, croissance rapide, sans considération pour le bien-être animal. Ce sont donc des quantités astronomiques d'animaux qui sont maltraités de leur vivant avant leur mise à mort.

En tant que marxistes et antiracistes, nous pouvons dénoncer les logiques qui ont présidé aux attaques contre Master Poulet sans pour autant défendre la « liberté de commerce » ou le petit patronat.

Il est ainsi nécessaire de souligner que le bien-être animal ou les fast-foods ne deviennent un problème pour certainEs que lorsqu'il s'agit de commerces halal, sans tomber dans la défense d'une entreprise capitaliste et de tout ce qui va avec.

Commission nationale antiraciste

Les ravages de la malbouffe et de la précarité alimentaire

Les ravages de la malbouffe et de la précarité alimentaire sont les symptômes criants des inégalités de notre société. L'industrie agroalimentaire fabrique la malbouffe et tout le monde en consomme : sodas trop sucrés, burgers ou kebabs plus ou moins bien préparés, plats ultra-transformés... Mais certainEs plus que d'autres : pas le temps de cuisiner, pas de fric pour acheter bio, le KFC du coin c'est pratique, toujours ouvert. Une nourriture trop salée, trop sucrée, trop riche en graisse ajoutée et en additifs chimiques. Le bilan santé est implacable : obésité, diabète, maladies cardiaques frappent de plus en plus de personnes, notamment les jeunes, et sont des maladies chroniques, graves et invalidantes. La malbouffe, c'est aussi ne pas manger à sa faim. Les fast-foods cohabitent avec les Restos du cœur et les banques alimentaires. Les plus touchéEs, populations précaires, étudiantEs, travailleurEs et retraitéEs pauvres, mères de familles monoparentales, personnes sans domicile, accumulent fatigue, retards de croissance, troubles métaboliques et dégradation de leur état de santé global. Les lobbys agroalimentaires, ainsi qu'un marketing agressif et ciblé, créent un environnement alimentaire toxique qu'il faut combattre. Nous avons besoin d'une véritable sécurité sociale de l'alimentation. En attendant, les collectivités locales, communes, départements, régions, ont les moyens de prendre des mesures allant dans ce sens : améliorer la qualité des repas, avec des produits frais, bio quand c'est possible, moins de viande industrielle, des repas cuisinés sur place pour les cantines et la restauration collective ; généraliser la gratuité, favoriser les circuits courts, les producteurs locaux et soutenir les épiceries solidaires, les coopératives alimentaires, les camions-marchés dans les quartiers isolés. Encourager également les initiatives d'éducation populaire : ateliers cuisine gratuits, jardins partagés, actions avec les écoles, centres sociaux et maisons de quartier. Pour convaincre qu'une alimentation de qualité, c'est bon pour le portefeuille, bon pour la santé et bon aussi pour le climat.

Commission nationale écologie

TOULOUSE Barbouzeries aux élections municipales : des réseaux sionistes en ligne de mire

Lors du dernier scrutin, l'extrême droite toulousaine et des réseaux sionistes semblent avoir multiplié les manipulations pour peser sur les élections. Une affaire qui interroge le silence des autorités françaises.

« Boules puantes », « boîte à merde » : c'est ainsi que les commentateurs des élections locales désignent les tentatives de manipulation électorale. Et de mémoire de militant, rares sont les scrutins municipaux qui n'ont pas connu leur lot de fausses affiches, faux tracts, fausses lettres de candidat, fausses pétitions ou faux électeurs. Il serait fastidieux de dresser la liste de toutes les tricheries et autres coups tordus utilisés pour tenter, parfois avec succès, de gagner un scrutin.

À Toulouse par exemple, celles et ceux qui ont la mémoire longue se souviennent de la campagne de 2001 où les MotivéEs de Salah Amokrane avaient subi une campagne raciste menée par la droite locale, dans laquelle figurait déjà l'actuel maire Jean-Luc Moudenc. Des tracts anonymes intitulés « Pas d'arabes au Capitole » remplissaient alors les boîtes aux lettres. Plus tard, en 2020, alors qu'Antoine Maurice se retrouvait au coude-à-coude avec Moudenc, des vidéos volées dévoilant son

intimité avaient fleuri sur Facebook et Twitter, sur fond d'homophobie crasse.

Des fake news aux ingérences

Et forcément, à Toulouse cette année encore, la droite locale a fait campagne sur la peur et les fake news. Le Medef 31 annonçait ainsi, avec la bienveillance des médias locaux et nationaux, qu'en cas de victoire de François Piquemal — candidat LFI soutenu par toute la gauche, du NPA au PS — Airbus délocaliserait ses usines à Hambourg. Il aura fallu attendre une dizaine de jours pour voir cette information démentie dans les pages intérieures des éditions locales.

Mieux encore, Jean-Luc Moudenc a organisé le sabotage de la commémoration de la tuerie de l'école Ozar Hatorah, avec le concours de la préfecture et des réseaux sionistes locaux. François Piquemal et les membres de la liste Demain Toulouse-Gauche unie, pourtant invités officiellement, seront insultés, agressés et traités d'antisémites sous les caméras

par une vingtaine de militantEs de l'extrême droite sioniste opportunément laissés entrer dans le carré officiel.

Or, il semble que ces réseaux sionistes ne se soient pas arrêtés là. Non seulement ils bénéficiaient du soutien d'entreprises israéliennes, voire du concours de l'État, mais ils se sont aussi attaqués à plusieurs candidatEs LFI : François Piquemal à Toulouse, David Guiraud à Roubaix ou encore Sébastien Delogu à Marseille.

Le mode opératoire est chaque fois similaire : faux blogs, fausses pages Facebook ou Instagram, faux profils sur X relayant des accusations de soutien au terrorisme islamique, de violences sexuelles voire de pédophilie, ainsi que des messages de la branche française du lobby Elnet, le tout généré par IA. À Toulouse, cela ira même jusqu'à la diffusion, la veille et le jour du second tour, de fausses publicités mêlant Action directe, le NPA, LFI et des messages islamophobes et sexistes sur Vinted, Candy Crush et même le site de *La Dépêche du Midi*.

Un rapport enterré

Évidemment, l'équipe de François Piquemal a porté plainte dès le lendemain du scrutin

afin d'identifier les responsables de ces manipulations et d'évaluer leur impact sur le vote. D'autant que Viginum, l'agence chargée de surveiller les ingérences étrangères dans les élections, avait repéré les attaques dès le 9 mars. Mais il aura fallu attendre les révélations de *Libération*, *Haaretz* et du *Canard enchaîné* pour commencer à mesurer l'ampleur de l'affaire.

Ces opérations auraient été menées par Black Core, une société fantôme liée à l'entreprise israélienne Galacticos AI, où l'on retrouve notamment Nir Benita, ancien officier de l'unité 8200 spécialisée dans le cyberespionnage, et Yigal Unna, ex-directeur de l'agence israélienne de cybersécurité. De quoi interroger sur un possible intérêt du gouvernement israélien pour les élections à Toulouse, Marseille ou Roubaix. Pourtant, selon *Le Canard enchaîné*, le Réseau de coordination et de protection des élections (RCPE), qui supervise Viginum, aurait caviardé le rapport sur ces attaques avant de le laisser au fond d'un tiroir. Comme si le gouvernement Macron ne voyait aucun problème à ce que des intérêts liés à Tel-Aviv tentent d'influencer des élections locales françaises.

Correspondant

Culture

MUSIQUE

Jubilä 432, de Leïla Martial

1 CD chez Full Rhizome, 2026, 13,99 euros.

Et si, pour changer, on se faisait juste du bien ? Avec son nouvel album, la chanteuse Leïla Martial ambitionne de livrer, dans un joyeux fourre-tout, la quintessence de toutes ses expériences musicales passées. Ce disque constitue une photographie très partielle du spectacle qu'elle a créé en 2023 et qui tourne toujours (courez-y !). Pour la première fois, elle assumait d'y être seule sur scène, avec sa fantaisie, sa drôlerie et son éclaboussant talent.

Une diva aux mille voix

Seule aux commandes ou presque, on aurait pu s'attendre à ce qu'elle se lance dans le même exercice que Björk ou Camille il y a quelques années : faire de sa voix l'unique instrument de tout un disque. Mais cela aurait mené à un exercice de style un peu inutile. On le sait, la diva a mille voix, et pas seulement humaines. Sur *La Bergère*, elle se mêle aux chants d'oiseaux. Sur *La Rencontre*, elle revendique les onomatopées comme un langage aussi pertinent que tous les autres existants.

Ses claviers l'accompagnent et, quelquefois, s'échappent dans des envolées électro frénétiques et indomptables. Et quand vient s'ajouter l'envie d'un orchestre à cordes, pourquoi se priver ! (Ce sont d'ailleurs ces cordes-là qui, ultime pied de nez, auront le fin mot du disque.) S'il devait y avoir une démonstration, ce serait peut-être celle qu'elle n'est pas seulement une interprète détonnante, mais aussi une compositrice inspirée — écouter entre autres les harmonies aventureuses et majestueuses de *Might Be*.



La plénitude par la multiplicité

Son appétit est insatiable et communicatif, et s'exprime sous la forme d'un catalogue déstructuré d'aventures et d'acrobaties, de Bach aux chants pygmées, traités de manière complexe et chatoyante ou, pourquoi pas, dans le simple accompagnement rythmique d'un sachet en plastique. Son univers n'est jamais indigeste, nous emmenant toujours en hauteur, y compris lorsque le propos se fait plus confidentiel. «Jubilä» est bien le terme approprié.

Le «432» qui complète le nom du disque évoque une fréquence d'accordage ancienne — plus basse que celle communément employée aujourd'hui — considérée comme plus pure et naturelle. Notre artiste y apporte sa propre définition : une fréquence où la plénitude serait atteinte par la multiplicité. Comme elle le dit elle-même : «À croire que pour aimer il suffit d'écouter.»

Benjamin Croizy

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ la-breche.com

ROMAN *Ruby Fruit Jungle*, de Rita Mae Brown

Éditions Héloïse d'Ormesson, 2026, 336 pages, 22 euros.

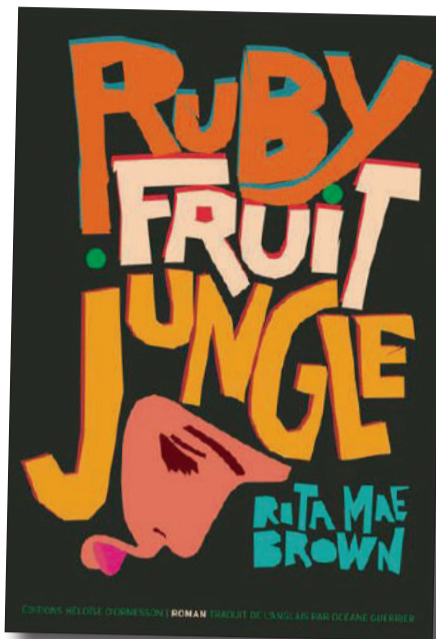
Les Éditions Héloïse d'Ormesson viennent de lancer leur collection Queer Ardent-e, consacrée aux littératures LGBTI, et l'inaugurent avec un classique de la littérature lesbienne, *Ruby Fruit Jungle* de Rita Mae Brown, sorti en 1973.

Bien servi par la nouvelle traduction d'Océane Guerrier, c'est un roman d'apprentissage autour de la figure de Molly Bolt, qui naît et grandit dans le Sud poisseux et conservateur des États-Unis durant les années 1950 et 1960.

Rebelle, obstinée, voulant casser les codes et dégommer les normes, Molly s'affirme et refuse de s'excuser d'aimer les femmes. Elle n'écoute que ses désirs et, dès qu'elle le peut, quitte le cocon familial pour aller d'abord à la fac, puis à New York.

Fauchée, elle multiplie les petits boulots et les relations sans lendemain, tout en reprenant ses études pour devenir réalisatrice.

Le roman nous plonge dans les milieux lesbiens d'avant la deuxième vague féministe, d'avant la «*Lavender Menace*», avec les débats et les analyses de l'époque. Les multiples références nous plongent donc au cœur de cette période dense, agitée et foisonnante. Le croisement des différentes oppressions et de l'exploitation y est particulièrement bien représenté. Grande gueule, drôle, sensuelle, Molly Bolt est un personnage qu'on prend plaisir à suivre. Ce roman est ainsi jouissif à tous les sens du terme et ne se termine pas de



manière tragique, comme trop souvent dans la littérature queer. C'est une des raisons pour lesquelles il reste le roman lesbien le plus vendu aux États-Unis au 20^e siècle et qu'il continue de circuler aujourd'hui encore, reliant différentes générations de femmes lesbiennes et bies. On ne peut également que saluer la très belle postface de la traductrice, Océane Guerrier, racontant notamment l'urgence de continuer à publier des histoires queer. En bref, un roman à lire et à faire lire !

Sally Brina

Soutenir la Revue des livres et des idées

« Il y a une anomalie française. Dans un pays où le monde du livre jouit d'un réseau sans pareil de maisons d'édition et de librairies indépendantes, où la pensée, bien vivante, attire les foules, il n'existe pas de grande revue de critique. Rien de semblable à ce que l'on trouve aux États-Unis avec la *New York Review of Books* ou *Bookforum*, au Royaume-Uni avec la *London Review of Books* ou le *Times Literary Supplement*. ConvaincuEs que l'art de la critique donne son sens à la vie intellectuelle et culturelle, nous lançons la RdLI : revue des livres et des idées ».

Ainsi commence l'appel à soutien lancé par l'équipe de cette nouvelle revue qui se revendique indépendante, de gauche, et critique. Elle a pour cœur de longues recensions critiques. Elle proposera aussi de grands textes d'analyse et d'intervention, des dossiers, des tables rondes, des entretiens approfondis, des portraits d'intellectuelEs et d'artistes, ainsi que des formes littéraires, comme des nouvelles ou des poèmes.

Elle prévoit de publier deux articles/semaine, en accès libre, sur le site ; et quatre fois/an (aux mois de septembre, novembre, février et mai), paraîtra l'édition papier de la revue. Celle-ci sera disponible en librairie, par abonnement et en vente directe sur le site.

Les premiers articles sont en ligne : « En finir avec la littérature bourgeoise – vraiment ? », par François Demont, Jérôme Meizoz et Mathilde Zbaeren ; « La voie d'une solidarité concrète. Lettre à Ariella Aïsha Azoulay », par Sarah Al-Matary ; « Les Kurdes, une histoire du Moyen-Orient », par Roni Pekoz ; « Le peuple et moi. François Ruffin cinéaste », par Clémentine Meyer ; « Quand le capitalisme tire profit des vulnérabilités », par Marie Garrau ; « L'évanescence d'Israël, ou les "juifVes de gauche" contre la gauche », par Thierry Labica (en deux parties).

Pour découvrir la revue ou la soutenir financièrement : www.rdli.fr

Olivier Lek Lafférière

Vie du NPA l'Anticapitaliste

CENTRE D'ÉTUDES MARXISTES

L'intelligence artificielle est-elle fasciste ?

Le lundi 18 mai, le Centre d'études marxistes organisait sa première soirée consacrée à l'intelligence artificielle.

L'intelligence artificielle constitue aujourd'hui un enjeu social, politique et écologique majeur. Elle transforme tous les aspects de nos vies : le travail, l'éducation, les loisirs ou encore l'accès à l'information. Elle représente également un secteur d'investissement central pour les capitalistes, souvent en quête de nouveaux débouchés pour leurs capitaux. Pourtant, ses mécanismes comme ses conséquences demeurent encore largement méconnus. La soirée a rassemblé une cinquantaine de participantEs, témoignant d'un réel intérêt et d'une forte curiosité pour ces questions.

Rationalisation et contrôle

Clément Pouré, journaliste indépendant travaillant notamment pour *Mediapart* et syndicaliste au SNJ-CGT, est l'auteur du livre *Les nouveaux contremaîtres : enquête sur la surveillance du travail à l'heure de l'intelligence artificielle*. Son intervention a porté sur l'histoire de la quantification et de la standardisation du travail, autrement



NPA-A

dit le taylorisme. Il a montré comment les outils d'intelligence artificielle prolongent, renforcent et démultiplient les logiques de rationalisation de la production et de contrôle de la force de travail.

Division internationale du travail

Linda Sehili, secrétaire nationale du syndicat Solidaires Finances publiques, travaille depuis de nombreuses années sur les enjeux liés à l'intelligence artificielle. Son intervention a permis de comprendre comment ces technologies approfondissent

des mécanismes déjà à l'œuvre dans la division internationale du travail et la surexploitation des travailleurEs des pays du Sud. Elle a notamment évoqué aussi bien la production des puces électroniques nécessaires à l'IA que le travail d'annotation et d'apprentissage réalisé par des travailleurEs soumisEs à des tâches répétitives, fragmentées et aliénantes.

Aliénation de nos capacités

L'intervention d'Anne Alombert, philosophe travaillant sur l'impact des technologies sur l'esprit

et les pratiques humaines et autrice du livre *De la bêtise artificielle*, a porté sur l'aliénation de nos capacités de mémoire et de réflexion par l'intelligence artificielle. En présentant de manière accessible la pensée de Bernard Stiegler, elle a permis d'ouvrir des questionnements plus fondamentaux sur l'être humain et sur la nature profondément politique des technologies.

Cette soirée constituait l'avant-dernière rencontre de l'année avant celle du 15 juin, consacrée au Front populaire de 1936, avec Ludivine Bantigny et Patrick Le Moal.

Les introductions des interventions seront prochainement disponibles sur la chaîne YouTube du Centre d'études marxistes : @étudesmarxistes.

Le Centre d'études marxistes vous donne également rendez-vous à l'université d'été du Nouveau Parti anticapitaliste, où il animera plusieurs ateliers ainsi qu'une réunion ouverte destinée à développer ses activités.

Camille Nashorn

ANTIRACISME « Le décret de 1976 est fondamental parce qu'il présente le regroupement familial comme un droit »

À l'occasion du cinquantenaire du décret de 1976 sur le regroupement familial, l'Anticapitaliste s'est entretenu avec **Danièle Lochak**, juriste et présidente du GISTI (Groupe d'information et de soutien des immigrés) de 1985 à 2000, au sein duquel elle est toujours active pour défendre la liberté de circulation et les droits des migrantEs.

Avant le décret de 1976, quelle est la réglementation en France sur le regroupement familial ?

Dès 1945, il y a deux visions qui s'opposent : d'un côté, ceux qui veulent favoriser une immigration de travail ; de l'autre, ceux qui défendent une immigration de peuplement. Et cette opposition va rester présente pendant longtemps.

Ceux qui défendent l'immigration de peuplement raisonnent déjà dans une logique racialisée : si l'on veut installer durablement des populations, il faut des gens « qui nous ressemblent », plus facilement « assimilables ». Une circulaire de 1947 explique par exemple qu'il faut favoriser « l'établissement familial des travailleurs étrangers immigrés » parce que cela exercerait « la plus heureuse influence » sur leur intégration dans la société française. Le texte insiste aussi sur la nécessité de garantir un « peuplement harmonieux » des départements et une « assimilation progressive des étrangers ». La logique : encourager la venue des familles pour stabiliser et intégrer la main-d'œuvre immigrée.

À l'inverse, les partisanEs de l'immigration de travail cherchent surtout une main-d'œuvre masculine, jeune et immédiatement exploitable. Finalement, ce sont plutôt les défenseurs de l'immigration de travail qui l'emportent. La preuve, c'est la création de l'ONI en 1945, l'Office national d'immigration, chargé de faire venir des travailleurs étrangers.

Mais malgré cela, il existe déjà une immigration familiale. Elle fonctionne à travers de simples circulaires administratives, avec des critères assez flous sur les ressources, le logement, etc. Les antennes de l'ONI chargées de faire venir les familles sont surtout implantées dans des zones où vivent des populations jugées « assimilables ».

Au début des années 1970, avec la montée du chômage, les gouvernements veulent freiner l'immigration, notamment algérienne, puis marocaine et saharienne. En 1974, une série de circulaires confidentielles — que le Gisti avait cependant publiées dans un numéro spécial de la revue Actes — vise à bloquer l'arrivée des travailleurs africains et de leurs familles. À ce moment-là, on suspend à la fois l'immigration de travail et l'immigration familiale.

Pourquoi le décret de 1976 est-il si important ?

Ce qui change, c'est l'officialisation du regroupement familial. Le début, assez libéral, du septennat de Valéry Giscard d'Estaing affirme qu'il faut désormais intégrer les immigrés déjà présents en France. Cela passe notamment



par la reconnaissance du regroupement familial.

Le décret du 29 avril 1976 est fondamental parce qu'il présente le regroupement familial comme un droit, à condition de remplir certains critères : disposer d'un emploi stable, résider depuis un certain temps en France et avoir un logement adapté. À l'époque, les critères ne sont pas exorbitants. Mais progressivement, le regroupement familial va rester un droit de plus en plus encadré par des conditions strictes.

Dès 1977, il y a effectivement un retournement assez brutal.

Lionel Stoléro devient en avril 1977 secrétaire d'État aux travailleurs manuels. Le titre lui-même est révélateur : l'idée est alors de dire que si la France fait appel à des travailleurs étrangers, c'est parce que les Français délaissent les emplois manuels. Stoléro porte une politique extrêmement dure : aide au retour, limitation des autorisations de travail, restrictions croissantes au séjour. Et c'est dans ce contexte qu'intervient le décret du 10 novembre 1977.

Ce décret ne supprime pas officiellement le regroupement familial, mais il suspend pendant trois ans l'application du texte de 1976. Une exception subsiste : le regroupement reste possible si les membres de la famille s'engagent à ne pas travailler en France.

Et là le GISTI joue un grand rôle dans la défense du regroupement familial.

Effectivement, le Gisti attaque le décret de 1977 devant le Conseil d'État. Ce qu'on va ensuite appeler « l'arrêt Gisti » est fondamental pour les juristes et les étudiantEs en droit, parce qu'il consacre le droit de mener une vie familiale normale.

Avant la publication du décret, le Conseil d'État avait rendu un avis consultatif (non public) où il évoquait le préambule de la Constitution de 1946, notamment l'alinéa 10 selon lequel « la Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement ». À partir de cette formule, le Conseil d'État

va progressivement dégager un principe général du droit : le droit de mener une vie familiale normale pour les étrangerEs résidant régulièrement en France. Le recours du Gisti s'appuie donc sur cette idée de vie familiale normale, reprise également par le commissaire du gouvernement — ce qu'on appelle aujourd'hui le rapporteur public — et le Conseil d'État annule le décret de 1977. Le Conseil d'État franchit alors une étape importante en donnant une portée juridique au préambule constitutionnel et en tirant une interprétation assez généreuse de cet alinéa 10.

C'est un véritable camouflet pour le gouvernement, mais aussi une victoire fondatrice pour le Gisti, qui commence alors à acquérir une notoriété importante.

Comment la situation évolue-t-elle après 1981 ?

En 1981, la gauche arrive au pouvoir. Une circulaire demande aux préfets d'interpréter plus libéralement le décret de 1976. Surtout, pendant un temps, les familles déjà présentes en France peuvent déposer leur demande de regroupement familial sur place. Il faut bien comprendre le contexte de l'époque : il n'y avait pratiquement pas de visas. Aujourd'hui, les gens ont du mal à imaginer qu'on pouvait entrer en France avec un simple passeport.

Officiellement, depuis 1945, les employeurs étaient censés passer par l'ONI pour recruter des travailleurs étrangers. Mais la procédure était tellement lourde et bureaucratique qu'une grande partie des entrées se faisait autrement. Si bien qu'en 1968, environ 80 % des titres de séjour étaient délivrés par régularisation de personnes déjà présentes sur le territoire.

Le véritable tournant intervient avec la généralisation des visas, dans la deuxième partie des années 1980, dans le contexte de la première cohabitation. Mais dès 1983, il y a un durcissement très net. Avec la montée électorale du Front national, la droite se rapproche des positions de l'extrême droite sur l'immigration, tandis que la gauche, de peur d'apparaître « laxiste », se durcit elle aussi. Le 31 juillet 1983, le Conseil des ministres fait officiellement de la lutte contre l'immigration dite « illégale » une priorité. Et en 1984, les familles déjà présentes en France ne peuvent plus demander leur régularisation sur place au titre du regroupement familial.

Ceci justifie les visites domiciliaires pour vérifier que la famille n'est pas déjà présente en France — sachant qu'elles sont aussi utilisées, inversement, pour vérifier la réalité de la vie commune et débusquer les mariages de complaisance.

Progressivement, les conditions se durcissent de plus en plus. Pendant longtemps, les membres de famille rejoignant un étranger obtenaient automatiquement le même titre de séjour que lui. Si la personne disposait d'une carte de résident, toute la famille en bénéficiait également. Cela aussi va être remis en cause.

Il y a encore un changement de braquet dans les attaques avec Sarkozy.

Avant Sarkozy, on restreint le droit au regroupement familial en durcissant les conditions, mais on ne le remet pas en cause en tant que tel. Le discours sur « l'immigration choisie » et « l'immigration subie » marque une rupture importante. L'immigration familiale est alors présentée comme une immigration « subie », imposée par les engagements internationaux de la France concernant l'asile et la famille.

Depuis, les conditions ne cessent de se multiplier et de se compliquer : durcissement des critères de ressources, allongement des délais de séjour, contrôle accru des maires, tests de langue française et de « valeurs républicaines », puis plus récemment exigences liées au « respect des principes de la République ». **Propos recueillis par la rédaction**

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

[lanticapitaliste.org](https://www.lanticapitaliste.org)
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)
[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste)
[lanticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/lanticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ?

Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org

L'image de la semaine

